

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N°1

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

*Visite d'Éricka
Bareigts : un air
de déjà vu*

Page 3

*Mélenchon : un
« insoumis »
pas bien
dangereux pour
la bourgeoisie*

Page 4

*Eau : non
potable mais
profitable*

Page 6

*Migrants : la
solidarité plus
forte que la
haine*

Pages 8



Égalité réelle : les classes populaires devront attendre longtemps



Le 11 octobre dernier a eu lieu, à l'Assemblée, l'approbation en première lecture du projet de loi sur « l'Égalité réelle ». Ce texte qui part du constat que 70 ans après la départementalisation les écarts et les retards entre La Réunion et la métropole sont toujours très importants propose de réaliser l'égalité par étapes...d'ici 20 ans.

Avec cette loi, la ministre des Outremer et ex-secrétaire d'État à « l'Égalité réelle », Éricka Bareigts, prétend vouloir écrire « une nouvelle page de l'histoire » du « combat » pour l'égalité avec la métropole. Dans son discours qui a précédé le vote à l'Assemblée nationale elle a fait référence à la Déclaration des Droits de l'Homme, aux sacrifices des Neg'Marrons, à Victor Shoelcher, à Montesquieu, aux députés porteurs de la loi de 1946, pour expliquer que ce combat n'est pas terminé et que son gouvernement s'emploie à réparer cette injustice. « Pour eux, pour nous, pour tous, dit-elle, l'égalité réelle n'a pas vocation à demeurer une lueur

aussi lointaine qu'inaccessible ! ». Mais avec ce que propose le gouvernement les contours de l'égalité sont à peine perceptibles pour les classes populaires et les quelques mesurées contenues dans sa loi ne vont certainement pas réduire le taux chômage, de pauvreté, d'illettrisme ou celui de la mortalité infantile encore supérieur à celui de la métropole.

Mais qui peut croire que les classes populaires des territoires d'Outremer, où vivent 2 750 000 personnes, aient encore des illusions dans la politique du gouvernement qui consiste, comme tous les autres qui l'ont précédé, à creuser l'écart entre les pauvres et les plus riches ? D'ailleurs, les seules mesures concrètes de cette loi sont en faveur des capitalistes comme la création de zones franches globales qui leur offriraient encore plus d'avantages fiscaux et sociaux.

La ministre de l'Outremer se gargarise aujourd'hui « d'égalités ». Mais n'est-ce pas au nom « d'inégalités voulues », ou bien pour prendre un terme à la mode de

« spécificités locales » que les gouvernements qui se sont succédé depuis la départementalisation ont refusé sciemment d'appliquer in extenso les lois quelques peu favorables aux travailleurs ? C'est sous prétexte de ne pas fragiliser l'économie locale, c'est-à-dire de ne pas toucher aux profits patronaux, que le Smic n'a été aligné qu'au bout de cinquante ans ; que la plupart des conventions collectives ne sont toujours pas étendues aux travailleurs des DOM. C'est par mépris aussi pour les plus pauvres que l'indemnisation du chômage a été instaurée seulement en 1980, treize ans après l'ordonnance du 19 juillet 1967 relative aux garanties de ressources des travailleurs privés d'emploi ; que le gouvernement socialiste de Jospin a mis deux ans pour réaliser l'égalité du RMI... douze ans après sa création ! Et c'est bien sûr aux noms de ces mêmes « spécificités » que l'État couvre de cadeaux, par milliards, les capitalistes installés en Outremer depuis des décennies.

Lorsque qu'Éricka Bareigts déclare que « l'égalité ne se décrète pas mais se bâtit » c'est une manière de prôner encore la patience aux classes populaires et de renvoyer toujours à plus tard la mise en place de réelles mesures pour l'amélioration substantielle des salaires et des conditions de vie des travailleurs.

La ministre de l'Outremer jure, la main sur le cœur, que la loi sur l'Égalité réelle n'est pas une décision électorale. Personne ne peut la croire, cette loi ressemble à un nuage de fumée destiné à camoufler les attaques menées par son gouvernement contre les classes laborieuses et qui les tirent encore plus vers le bas au profit des classes riches.

Visite d'Éricka Bareigts : un air de déjà vu

En visite à La Réunion du 27 au 31 octobre, Éricka Bareigts, la ministre de l'Outremer a été tout feu, toute flamme. Partout où elle est passée que ce soit dans une école primaire du Port, dans une start-up à Bras-Panon, dans une résidence à Saint-Denis ou encore à la Rivière Saint-Louis, la ministre a constaté très impressionnée « la réussite ».

Bref, Bareigts a en tout lieu et en toute occasion caressé son public dans le sens du poil en tentant de le convaincre des bienfaits de la politique de Hollande.

Si les patrons du BTP ou les promoteurs immobiliers à qui elle promet encore des baisses d'impôts et des retours sur investissements auraient des raisons d'être satisfaits, tant le gouvernement a

su être généreux à leur égard, les jeunes chômeurs à qui elle a tenté de faire croire que le chômage aurait baissé et ceux qui sont trop nombreux en échec scolaire n'en ont aucune.

Aux classes populaires la ministre n'a rien apporté ou si peu : la promesse de 2000 contrats aidés comme l'avait fait son mentor Hollande lors de sa visite dans l'île avec le peu d'enthousiasme que cette annonce avait suscité chez les dirigeants des collectivités locales. Les contrats promis par Bareigts iront cette fois-ci au secteur marchand. Quand bien même les patrons se jetteraient à bras raccourci sur ces contrats ils ne les transformeront pas en CDI comme semble l'espérer Bareigts.

Aux habitants de la Rivière Saint-Louis, la ministre a annoncé

la création d'une 25^{ème} commune sans en préciser l'échéance. À en juger par la centaine de personnes venues l'écouter sur les 23 000 que compte ce quartier de la ville de Saint-Louis, cette perspective ne semble pas être la grande préoccupation des habitants assaillis par le chômage et par les impôts locaux les plus élevés de l'île. La politique actuelle de ce gouvernement étant de continuer de diminuer les budgets des municipalités, l'avenir réservé à cette hypothétique 25^{ème} commune ne sera pas bien différent de celui auquel s'attendent les autres communes.

Éricka Bareigts est venue à La Réunion tenter de redorer le blason de Hollande que les travailleurs rejettent massivement. Peine perdue.

Programme du PS : les patrons d'abord, les patrons encore !

Le député socialiste de la Martinique, Serge Letchimi, a déposé début octobre un amendement lors de la discussion sur la loi « Égalité réelle pour l'Outremer ». Il a demandé que les taux d'abattement dans les zones franches telles que définies dans la

Lodeom soient prolongés jusqu'en 2019... en attendant l'instauration des zones franches globales dans les territoires d'Outremer.

Pour nos socialistes, la priorité c'est l'égalité réelle pour les patrons en leur accordant l'exonération totale de cotisations sociales dans

un délai de deux ans. Mais pour les travailleurs et leurs familles, l'horizon pour l'application des mêmes droits qu'en France, c'est dans 20 ou 30 ans. On voit ainsi où sont leurs priorités !

Gauche contre droite ? Non, travailleurs contre capitalistes !

Pour tenter de sauver quelques meubles en 2017, et pour tenter de préparer l'avenir, le Parti socialiste ressort les seuls arguments encore à sa disposition : le rejet de l'extrême droite et les craintes que suscite le programme de la droite. Il est certain que ce que prépare la droite sur le temps de travail, contre les fonctionnaires, pour les riches au détriment des plus pauvres, est un véritable

programme contre la classe ouvrière. Mais qu'a fait d'autre ce gouvernement, durant les quatre dernières années, avec la loi Travail, le CICE, le plafonnement des impôts des riches ?

En fait, il ne reste aujourd'hui aux dirigeants socialistes que ce pauvre argument : avec les autres, ce sera pire. Eh oui, ce sera pire, parce que le grand patronat exige de pressurer toujours plus les

classes populaires. Ce sera pire, même si par extraordinaire le candidat du PS était élu, car le successeur de Hollande, quel qu'il soit, continuera la politique voulue par le grand capital. Ce sera pire, jusqu'à ce que les travailleurs reprennent confiance en leurs possibilités ; reprennent l'offensive par les seuls moyens efficaces, ceux de la lutte de classes.

À la télévision : Bruno Le Maire s'est fait moucher

Invité jeudi 20 octobre à l'Émission Politique, sur France 2, Bruno Le Maire espérait pouvoir faire tranquillement étalage de son catalogue de mesures anti pauvres et anti ouvrières. Mais, pour une fois, cela n'a pas été le cas. Confronté au cours de l'émission à Ghislaine Joachim-Arnaud, la secrétaire générale de la CGT Martinique et porte-parole de Combat ouvrier (une organisation du même courant que Lutte

ouvrière) ce politicien a reçu la réponse qu'il méritait.

Notre camarade a en effet répondu vertement à Le Maire qui l'interpellait par son prénom : « Non, Monsieur, vous m'appellez Madame Joachim-Arnaud, mais vous ne m'appellez pas Ghislaine. Je ne suis pas votre amie. [...] Vous êtes dans un camp, je suis dans un autre ! » a-t-elle dit, avant de répondre au prétendu « syndicalisme de dialogue » vanté par Le Maire : « Tout ça, c'est du

pipi de chat, vous m'entendez ! On vit dans une société où il y a des patrons, des employeurs, des salariés, des exploités, des millions de gens qui ont des emplois précaires. C'est ça la vérité. Vous voulez supprimer le droit pour les travailleurs de présenter leurs candidats au travers des organisations qu'ils ont choisies. Continuez comme ça, et vous verrez que les opprimés et les exploités sauront se mettre debout. »

Mélenchon : un « insoumis » pas bien dangereux pour la bourgeoisie

Jean-Luc Mélenchon a réuni mi octobre ses partisans, dans ce qu'il a appelé « la convention de la France insoumise ». Mélenchon y a sorti de son chapeau dix mesures.

Parmi elles, on retrouve sans surprise les propositions aux relents nationalistes coutumières comme, par exemple, l'opposition aux traités de libre-échange avec les États-Unis (Tafta) ou le Canada (Ceta), ou encore la remise en cause des traités européens, et la

possible sortie de l'Union européenne. Ce serait, dit-il, au nom de la défense de « nos » intérêts, ceux de la France ou, pour dire les choses plus nettement, ceux des capitalistes français. De tels discours, qui opposent les travailleurs d'autres pays à ceux qui travaillent en France, s'inscrivent dans une démagogie extrêmement dangereuse pour les travailleurs et leurs combats.

Pour imposer le moindre recul au patronat, il faudrait en fait créer

un rapport de force qui soit en faveur des classes laborieuses. Le pouvoir dont la bourgeoisie dispose est du au fait qu'elle règne sur l'économie, soutenue par un puissant appareil administratif, policier et militaire. Si l'on omet de dire cela, comme le fait Mélenchon, présenter n'importe quel catalogue revendicatif, et le sien n'est nullement satisfaisant, n'est au mieux qu'un couteau sans lame. Ou plutôt un piège à électeurs.

Ceux qui rêvent d'ém... r g pour servir le patronat

À six mois des élections présidentielles, les grands partis de droite, d'extrême droite et de la gauche gouvernementale rivalisent de propositions toutes plus démagogiques les unes que les autres pour complaire au patronat.

C'est l'occasion aussi pour ceux que l'on croyait disparus de réapparaître et tenter de se frayer de nouveau un chemin.

C'est le cas du « PRG » local Rémi Massain qui, après avoir

milité au PCR, est passé au PS où il a soutenu Lebreton au premier tour des dernières élections régionales pour rallier au deuxième Didier Robert présenté comme un homme politique favorable « au peuple » !

Lors de la dernière conférence de presse de Massain, se tenait à ses côtés l'ex-patron de Citroën Réunion, Frédéric Fouque, qui a tenu un langage beaucoup plus direct. Celui-ci a déclaré qu'« il ne

faut pas faire du social pour du social, mais d'abord créer les conditions du développement économique », réclamant qu'« une zone franche globale soit accordée à toute l'île », c'est-à-dire l'exonération totale de cotisations patronales et la liberté d'exploiter sans limites. Les patrons n'ont pas besoin de fioritures, ce qu'ils veulent c'est du concret et sans attendre. Les autres, tous les autres sont là pour les servir.

Tous au service des capitalistes

Younous Omarjee, député européen représentant les Régions Ultra Périphériques (RUP), soutenu par le PCR et par ailleurs premier vice-président de la commission du développement, a exigé avec les autres députés des RUP qu' « *une solution soit trouvée, dans le cadre de la révision actuelle du Règlement d'Exemption par Catégorie*

(RGE), pour pérenniser l'ensemble des aides au fonctionnement destinées aux entreprises » (Le Quotidien du 7 octobre 2016).

Comme on le voit, le principal souci des députés des RUP, de gauche comme de droite tous confondus, est d'aider toujours plus le patronat. Si les millions pleuvent drus depuis Bruxelles et Paris dans l'escarcelle des Moreau,

Goulamaly, Tereos et autres Apavou, c'est grâce à ces gens-là, qui n'ont pas les mêmes attentions pour les salariés.

On comprend mieux alors ce qu'ils veulent dire quand ils nous expliquent doctement vouloir défendre « les intérêts de La Réunion ». Pour eux, il s'agit toujours des intérêts patronaux.

Les largesses pour le patronat

Nombre de patrons réunionnais jugeant le marché local trop exigü, rêvent de partir à la conquête de Madagascar et de l'est africain. Ils sont soutenus dans cette voie par le Club Export, une structure mise en place par le Medef depuis 1998, avec le soutien de la CCIR, des services de l'État et de la Région.

Cette dernière leur a attribué cette année une subvention de 154 000 euros sur un budget global de 650 000 euros. La Région compte reconduire cette aide en 2017 bien qu'aux dires des

dirigeants du Club Export eux-mêmes il y ait « *une véritable difficulté à suivre les projets et retombées économiques des missions que nous organisons* ».

Ces centaines de milliers d'euros qui auraient pu être affectés à satisfaire les besoins en matière d'éducation, de transports en commun ou de traitement des déchets, disparaissent sur les comptes des entreprises en toute opacité et hors de tout contrôle de la population.

La belle démocratie que voilà!

Apavou : un hors la loi ménagé

Mercredi 19 octobre, six entreprises appartenant au capitaliste Apavou ont été mises en redressement judiciaire. Apavou doit la bagatelle de 5,5 millions à la Sécurité sociale et plusieurs autres millions à la Caisse des retraites.

Si un travailleur ne payait pas les impôts ou les cotisations sociales qui lui incombent, il y serait contraint sans discussion possible et en tout cas il n'aurait pas les moyens d'aller en justice

pour tenter d'y échapper. Pour les patrons il n'en va pas de même. Ils ont des recours, comme par exemple la Commission des Chefs des Services Financiers, permettant aux services de l'État d'effacer une bonne partie de leurs dettes.

Dans cette société, tout est fait pour protéger les affaires des patrons, rien pour protéger les intérêts des travailleurs qui ne doivent compter que sur eux-mêmes pour se faire respecter.

Fil Rouge

Chocolatine indigeste

Copé, candidat à la primaire de la droite, a décidément du mal avec les viennoiseries. En 2012, il avait déjà fait le coup du pain au chocolat qu'un enfant se serait fait arracher des mains par un voyou sous prétexte de ramadan.

Quatre ans plus tard, interrogé à Europe 1, il a estimé le prix du même pain au chocolat « à 10 ou 15 centimes », montrant par là qu'il ne fréquentait pas les boulangeries. Il a des excuses : ancien ministre du Budget de Chirac, ami du financier marchand d'armes Takiéddine, avocat d'affaires à temps partiel à 20 000 euros mensuels, Copé est certainement plus habitué à calculer en Byg-millions.

Mélenchon persiste et signe

Voilà ce qu'a tweeté Mélenchon le 9 octobre : « *Si je suis élu, plus un travailleur détaché n'entrera dans notre pays* ». Le 5 juillet, il affirmait déjà qu'« *un travailleur détaché [...] vole son pain aux travailleurs qui se trouvent sur place* ».

Mélenchon prône la division entre les travailleurs plutôt que de dénoncer les capitalistes responsables des licenciements et du chômage. Une raison amplement suffisante pour lui tourner le dos.

Larbin et traité comme tel

En plafonnant l'Impôt sur la Fortune, le gouvernement a privé les caisses de l'État d'une rentrée d'argent de 1,077 milliard d'euros. Une somme que se sont partagée 9575 riches assujettis à cet impôt qui ont donc bénéficié d'une ristourne individuelle de 112 480 euros.

Alors que le nombre de contribuables à l'ISF ne cesse d'augmenter (il était de 331 010 en 2014 et est passé à 342 942 en 2015 – bonjour la « crise » !), le produit de cet impôt est resté quasiment stable à 5,2 milliards. Le plafonnement explique ce paradoxe.

Ce qui n'empêche pas les riches et la droite d'accuser le gouvernement socialiste d'étrangler les nantis !

Plus le Parti socialiste se comporte comme un larbin de la bourgeoisie et plus celle-ci lui fait comprendre qu'il n'en fait jamais assez pour elle.

Eau : non potable mais profitable

À La Réunion, l'eau ne manque pas, mais l'eau potable si ! Sur 24 communes, seules trois disposent d'une usine de potabilisation à même de délivrer une eau débarrassée des microbes, nitrates, sulfate d'aluminium (suspecté de favoriser la maladie d'Alzheimer) et des herbicides présents dans la nature. 55 % de l'eau récoltée sont de surface donc très exposée aux diverses contaminations pouvant porter atteinte à la santé humaine. Sur ces 55 %, les deux tiers sont directement injectés dans les canalisations sans traitement de potabilisation.

Le traitement insuffisant de ces eaux a pour conséquence que 15 % des prélèvements sont non conformes et que 5 % des abonnés reçoivent une eau considérée à risque microbiologique avéré.

L'État a rappelé à l'ordre les communes ne disposant pas des usines de traitement des eaux. Il leur a laissé en 2014 un délai de

trois ans pour se mettre aux normes en mettant à leur disposition, avec l'Europe (FEDER), une enveloppe de 126 millions supplémentaires pour construire les unités de potabilisation. Sans succès, car de nombreuses communes n'ont pas les moyens financiers de réaliser la part des travaux restant à leur



charge.

Dans cette affaire les édiles locaux font certes preuve d'une grande irresponsabilité vis-à-vis de la population et en particulier de sa fraction la plus pauvre qui n'a pas les moyens d'acheter de l'eau en bouteille. Mais l'État et les communes se gardent bien, pour financer ces travaux, de solliciter les compagnies fermières (Veolia, Cise et autres Sudeau) qui sont très compétentes pour encaisser les factures des usagers, mais bénéficient d'accords passés avec les équipes municipales les exonérant de toutes responsabilités dans l'entretien du réseau (50 % de pertes !) ou dans l'assainissement de l'eau.

Et malgré cette eau souvent impropre, c'est aux usagers que communes et compagnies présentent une note toujours plus salée, composée souvent pour plus de la moitié par une part réservée au traitement des eaux usées. Une véritable provocation !

Budget de la Défense : un coût réel exorbitant

« Défendre la France », nous dit-on, en fait défendre les intérêts de ses capitalistes à l'étranger, se paye d'un prix exorbitant. Ainsi, en 2014, Hollande, en même temps qu'il invoquait la nécessité de réduire de 50 milliards le déficit du Budget pour sabrer dans les dépenses publiques indispensables

à la population, annonçait une hausse de près de quatre milliards pour les dépenses militaires sur la période 2015-2019.

Si l'on s'en tient aux seules données officielles, et l'on sait que ceux qui nous gouvernent s'entendent à dissimuler sous d'autres rubriques une partie des

dépenses militaires, on atteint cette année un chiffre de 32 milliards de dépenses pour la Défense. Ou plutôt, pour la guerre que gouvernants et marchands d'armes font aux peuples et aux travailleurs, ailleurs et aussi ici.

Trésor public : pompe à fric

Mardi 18 octobre, l'intersyndicale (CGTR/Solidaires) du Trésor Public a une fois de plus manifesté devant le centre de Champ Fleury pour dénoncer la décision de la direction du Trésor de réduire les horaires d'ouverture en fermant l'accueil au public les après-midi. Les manifestants ont aussi expliqué que le ministère des Finances dont ils dépendent, voulait à présent réduire les

effectifs après avoir restreint les heures de réception et constaté, pour cause, une baisse de fréquentation des centres.

Les syndicats ont aussi dénoncé le tour de passe-passe du gouvernement qui se vante d'avoir baissé les impôts sur le revenu, que paient à La Réunion 20 % des foyers fiscaux, alors que les impôts locaux ont explosé.

Dans le système capitaliste, le Trésor public sert en fait de vase communicant entre les poches des classes laborieuses et celles des capitalistes. Rétablir la justice sociale voudrait qu'on taxe les détenteurs de capitaux et qu'on cesse de taxer les travailleurs sur leurs revenus du travail, leurs allocations sociales ou sur leur consommation courante

Traité UE-Canada : l'ennemi, c'est le capitalisme

Après plusieurs jours d'intenses pressions et de déclarations plus dramatiques les unes que les autres, le gouvernement de la Wallonie, en Belgique, a cédé. Il fera comme tous les autres gouvernements, il donnera son aval ce qui permettra la signature du Ceta, l'accord économique et commercial global entre l'Europe et le Canada.

Le Ceta répond évidemment d'abord aux problèmes des groupes capitalistes. Pour eux, les frontières européennes et a fortiori nationales sont devenues bien trop étroites depuis longtemps, que ce soit pour placer leurs capitaux et leurs marchandises ou pour

s'approvisionner en matières premières.

Dans cette période de crise, de tels traités suscitent la méfiance d'une partie de la population européenne et, dans ce cas, aussi au Canada. Ouvriers, agriculteurs, éleveurs craignent d'autant plus la concurrence venue d'autres pays que les gouvernants ne cessent de leur dire que c'est à eux de s'adapter, quitte à fermer boutique ou à se retrouver au chômage. Cette méfiance est donc plus que compréhensible.

Mais le vrai problème n'est pas le Ceta ni les accords de libre échange qui ne sont que le reflet des

rapports de forces entre groupes capitalistes. Quand des organisations comme le PCF, le parti de Mélenchon ou ici le PCR, prennent comme cheval de bataille la lutte contre le Ceta ou le Tafta, ils laissent entendre que tout le problème vient d'ailleurs, des États-Unis ou du Canada et ils dédouanent du même coup les capitalistes d'ici. Cet encouragement du nationalisme est un piège pour les travailleurs qui doivent au contraire combattre le pouvoir des capitalistes sur l'économie, d'où qu'ils viennent.

Policiers mécontents : le monde qu'ils défendent n'est pas tendre, y compris à leur égard

Malgré les déclarations de Valls à l'égard des policiers qu'il dit comprendre et soutenir, les manifestations se poursuivent en France depuis le 17 octobre et ont aussi eu lieu à La Réunion le 26 octobre.

Il y a visiblement une colère accumulée face à des moyens matériels obsolètes, des missions de plus en plus lourdes et nombreuses, l'absence de considération de la hiérarchie. De ce point de vue, les policiers du rang ne sont pas mieux traités que le personnel des hôpitaux ou de l'Éducation nationale, en particulier ceux qui travaillent dans les quartiers populaires.

Une de leurs fonctions étant d'intervenir dans les quartiers meurtris par le chômage et la pauvreté, les policiers se heurtent brutalement, comme les habitants de ces quartiers qui les subissent au quotidien, aux conséquences de ces deux fléaux : la loi des bandes, les trafics petits ou grands et la violence que tout cela génère.

Malheureusement, s'ils obtenaient satisfaction à ce qu'ils revendiquent pour la plupart, cela ne résoudrait rien. Assouplir les conditions dans lesquelles ils pourraient faire usage de leurs armes ne ferait que multiplier les bavures. Ce serait engager une fuite en avant qui

aggraverait le cercle vicieux de la violence, à l'image de ce qui se passe aux États-Unis. Quant à exiger encore plus de sévérité de la part de la justice, et elle l'est déjà à l'égard des plus pauvres, cela ne réduirait pas la délinquance.

Le gouvernement veut se montrer bienveillant à l'égard des policiers qui manifestent car il a trop besoin d'eux contre les travailleurs qui se battent pour leurs emplois ou leurs conditions de travail. C'est cela aussi qui alimente l'impopularité dont les policiers se plaignent. Pour en sortir, c'est bien les fondements sociaux de cette société qu'il faut remettre en cause.

Migrants : la solidarité plus forte que la haine



Malgré la propagande haineuse de politiciens voulant faire croire que l'ensemble de la population serait hostile aux réfugiés, la droite ou l'extrême droite se sont trouvées dans de nombreux endroits ultra minoritaires face aux contre-manifestants appelant à accueillir les migrants.

Dans le même temps des propositions d'aide bénévole, pour faciliter l'intégration de ceux qui

ont tout perdu, affluent dans les mairies.

Ainsi, vendredi 14 octobre dans le département des Côtes d'Armor en métropole, en présence de leurs élus régionaux, une soixantaine de militants du Front national opposés à l'accueil de migrants dans les petites communes de Trébeurden et Trégastel ont voulu « *dénoncer la préférence étrangère* » et « *l'implantation forcée dans nos*

villages de Bretagne ». Ils se sont trouvés face à plus de 500 personnes qui tenaient à « *les accueillir à bras ouverts* ». Une centaine de bénévoles prêts à donner de leur temps pour leur venir en aide se sont fait connaître sur les deux villes.

Dans le département de l'Ardèche à Chomérac, le Front national a rassemblé 80 personnes. Mais, non loin de là, près de 300 personnes ont tenu à afficher leur soutien aux migrants, certains rappelant les traditions d'accueil des réfugiés dans la région. À Chamonix, dans les Alpes, le FN est tombé sur un os. Venus protester samedi 22 octobre contre la décision de la mairie, pourtant de droite, qui met deux appartements à disposition d'éventuels migrants, une quinzaine de militants frontistes se sont trouvés face à 300 Chamoniards favorables à leur accueil. Ils ont dû rapidement déguerpir.

La solidarité n'est pas un vain mot.

17 octobre 1961 à Paris : le massacre des Algériens

Le 17 octobre dernier, 400 personnes se sont regroupées au pont Saint-Michel à Paris pour commémorer le 55^e anniversaire de la journée du 17 octobre 1961 où plusieurs centaines de manifestants algériens furent assassinés en plein Paris.

Ce jour-là, en pleine guerre d'Algérie, des milliers d'Algériens manifestaient pacifiquement pour protester contre le couvre-feu qui leur était imposé depuis octobre 1958 et contre l'interdiction faite aux Algériens de circuler en groupe. Maurice Papon, devenu

préfet de la police de Paris malgré son rôle dans la déportation des juifs sous le régime de Vichy, était chargé d'appliquer ces mesures. Pour le gouvernement, sous la présidence de De Gaulle, il n'était pas question de tolérer que des Algériens manifestent pour réclamer l'indépendance de leur pays. Papon, qui avait carte blanche, ordonna la répression violente de la manifestation. 12 000 Algériens furent arrêtés, emprisonnés, torturés ou expulsés vers l'Algérie. Des centaines furent

matraqués à mort ou jetés dans la Seine.

Hollande en 2012 a bien rendu « hommage aux victimes ». Mais il n'a rien dit des responsabilités de l'État français. Les manifestants de ce 17 octobre, dont Lutte ouvrière en la personne d'Arlette Laguiller, ont demandé que ce crime d'État soit dénoncé comme tel, que les responsabilités de la police et du gouvernement soient clairement établies et que les historiens comme les citoyens aient accès à toutes les archives.

Répression : relaxe pour ceux de Goodyear et les autres !

Plusieurs milliers de manifestants étaient présents à Amiens, mercredi 19 octobre, à l'ouverture du procès en appel des huit ex-salariés de Goodyear condamnés à vingt-quatre mois de prison, dont neuf mois ferme, pour la prétendue séquestration de deux cadres à la suite de l'annonce de la fermeture de l'usine et des 1 143 licenciements qui devaient l'accompagner.

Les manifestants étaient venus de toute la France, en grande partie à l'appel de la CGT mais aussi

d'autres syndicats et d'organisations politiques. Notre camarade Nathalie Arthaud était présente, venue apporter le soutien de Lutte ouvrière aux salariés injustement condamnés. Tous demandaient la relaxe.

Sans doute conscientes de l'émotion soulevée par cette condamnation à de la prison ferme pour de tels faits, les autorités judiciaires avaient fait savoir qu'elles auraient une attitude d'apaisement. Mais l'apaisement est bien limité car, si le procureur

de la République n'a plus demandé neuf mois de prison ferme, il n'en a pas moins demandé le maintien des vingt-quatre mois avec sursis. Le jugement a été mis en délibéré au 11 janvier 2017.

L'exigence d'une relaxe totale des huit salariés condamnés demeure plus que jamais. Les travailleurs ne doivent pas laisser condamner un des leurs pour avoir refusé de se soumettre à l'inacceptable.

Auto-moto : l'égalité réelle, les travailleurs l'obtiendront par la lutte !

Lors de la discussion de la loi Travail à l'Assemblée nationale, les soutiens du gouvernement, les députés PS de La Réunion et la CFDT, déclaraient à qui voulaient les entendre que cette loi comportait des dispositions positives pour les travailleurs. Le secrétaire de la CFDT locale, Jean-Pierre Rivière, déclarait ainsi : « Nous avons obtenu dans la Loi Travail l'application des conventions collectives nationales dans les départements d'Outremer dès 2017. Cette disposition n'existait pas auparavant ».

Cette affirmation gratuite vient d'être formellement contredite par le patronat lui-même à l'occasion des nouvelles négociations sur l'application de la convention collective nationale dans le secteur automobile. Le président du SICR (Syndicat de l'Importation et du Commerce de la Réunion) a en effet déclaré qu'il ne voulait pas de l'application de la convention qu'il jugeait

« économiquement dramatique » et que la « main d'œuvre (réunionnaise) est faiblement qualifiée ». Quant au gouvernement lui-même, il s'est opposé à toute réouverture de négociations sur ce sujet.

Face au blocage des patrons et du gouvernement, la seule voie

réaliste est la lutte. La fédération CGTR de l'auto-moto envisage d'ailleurs une grève pour que les 7000 salariés de la branche à La Réunion soient traités à égalité avec ceux de France.

Les patrons concessionnaires ont les moyens de payer. Il faut les y contraindre.



Hollande à Florange : menteur en 2012 et en 2016

Lundi 17 octobre, quatre ans après ses promesses tonitruantes, Hollande est revenu discrètement chez Arcelor Mittal à Florange en Lorraine, loin des journalistes et des travailleurs venus lui rappeler les promesses non tenues.

Le 24 février 2012, en pleine campagne électorale, le candidat Hollande, juché sur le toit de la camionnette des syndicats, s'était adressé aux travailleurs d'Arcelor Mittal, mobilisés contre la fermeture des hauts-fourneaux. Il avait alors promis l'intervention de

l'État. En vain, les politiciens s'agitent, les patrons décident, si bien que fin novembre 2012, Arcelor Mittal annonçait la fermeture définitive des hauts-fourneaux.

Hollande prétend maintenant qu'il n'y a eu aucun licenciement, aucune perte d'emplois. C'est un mensonge pur et simple. S'il n'y a pas eu de licenciements secs, 650 emplois ont bien été supprimés chez Arcelor Mittal, ce qui fait autant d'emplois en moins dans la région.

Des centaines d'emplois de sous-traitants ont été supprimés et combien d'intérimaires ont perdu leur travail... sans être pour autant considérés comme licenciés.

En Lorraine, plus grand monde ne croit aux mensonges des politiciens au service des riches. Plus grand monde n'est dupe des bateleurs de foire et des escaladeurs de camionnette. Pour se défendre, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes... comme cela a toujours été.

Montebourg à Florange : remettez-nous ça, la patronne !

Une semaine avant Hollande, Montebourg, ex-ministre de Hollande et prétendant à la primaire du PS, est également venu à Florange. Pour lui, si les hauts-fourneaux ont fermé, c'est parce que « *je n'étais pas le président de la République* » et qu'Hollande a refusé la nationalisation. Cette proposition de nationalisation des seuls hauts-fourneaux était d'ailleurs

complètement démagogique et ne garantissait en rien l'emploi. L'exemple de la nationalisation de toute la sidérurgie française en 1982, suivie par des dizaines de milliers de suppressions d'emplois, est là pour le rappeler.

Mais surtout, comment faire confiance à ce politicien qui se vante de ce que le gouvernement a fait pour PSA, en apportant de l'argent au capital du groupe et à sa

banque, alors même que PSA fermait l'usine d'Aulnay en Seine-Saint-Denis ?

De Mitterrand à Hollande, les travailleurs ont payé cher les illusions semées par les partis de gauche. Montebourg s'inscrit dans leurs pas. Il n'y a rien à attendre de ces politiciens qui se situent complètement dans le cadre de la société capitaliste.

DANS LE MONDE

Ouragan à Haïti : la population face à l'incurie de l'État

Plusieurs milliers de maisons détruites, des dizaines de milliers de personnes sans abri, sans secours, le bilan du passage de l'ouragan Matthew est catastrophique. Les organisations non-étatiques parlent d'un millier de morts tandis que le gouvernement en annonce 400. Mais cela fait plusieurs décennies que les vivants ne sont pas comptés en Haïti, qu'il n'y a pas de recensement, alors pour quelles raisons l'État se soucierait-il aujourd'hui de compter les morts, qui plus est des paysans pauvres ?

Que la nature détruise en furie, les hommes le savent, mais qu'un gouvernement ne soit pas en mesure de mobiliser les ressources nécessaires pour voler au secours des populations en danger, c'est le résultat de la faillite de l'organisation sociale en place, c'est le visage du capitalisme dans les pays pauvres comme Haïti. L'État ne fait rien pour la sécurité de la population, pour éviter le choléra, pour ne pas laisser jour après jour la population s'enfoncer dans le dénuement.

Les populations victimes, les travailleurs sans emploi par la force des choses, les sinistrés, ont tout intérêt à compter sur leurs propres initiatives pour sortir de la situation chaotique où ils se trouvent. Même pour bénéficier des aides diverses qui arrivent, ils ont intérêt à se donner les moyens et l'organisation pour en contrôler l'acheminement et la distribution. Sinon tout cela sera détourné par les petits et grands margoulin qui chercheront à en tirer profit au détriment de la santé et de la vie de la population.

USA : Trump, Clinton, des ennemis de la classe ouvrière

Trump, milliardaire, magnat de l'immobilier, gloire de la télé-réalité en rajoute dans son discours méprisable. Ainsi alors qu'il s'est fait prendre la main dans le pot de confiture quand la presse a révélé qu'il avait réussi à ne pas payer d'impôts depuis des décennies, il s'en est vanté en disant que cela prouverait son intelligence. Quand il a été démontré qu'il se servait de sa renommée pour agresser sexuellement des femmes, il les a encore insultées et dénigrées.

Trump est un ennemi juré des travailleurs. Mais si parmi ses soutiens il y a de nombreux travailleurs et des pauvres, c'est parce que ces derniers ont été poussés dans ses bras par la longue histoire des trahisons des autres hommes politiques, républicains et démocrates.

Mossoul : après la dictature de Daech, la population sous les bombes américaines et françaises

La coalition menée par les États-Unis, et à laquelle participe la France, a lancé mi-octobre, avec l'armée irakienne et des milices kurdes, une attaque contre Mossoul, tenue par Daech. Cette ville irakienne compte un million d'habitants, qui vont être assiégés

D'autres travailleurs, en plus grand nombre, révoltés par Trump et ce qu'il représente, vont voter Hillary Clinton. Mais si elle n'est pas aussi répugnante que Trump, elle reste un défenseur efficace de la classe capitaliste, et donc aux dépens de toute la classe ouvrière. Au Congrès, pendant la crise financière de 2007-2008, alors que des millions de travailleurs perdaient leur emploi et leur logement, elle a voté pour le

renflouement des banques et des grandes entreprises avec l'argent des contribuables. Comme sénatrice et comme ministre des Affaires étrangères, elle a soutenu les guerres au Moyen-Orient.

En fin de compte, Clinton et Trump ne sont pas si différents. Ce sont les deux faces de la même pièce capitaliste. Les travailleurs ont tout intérêt à se détourner de l'un comme de l'autre.



et bombardés au nom de la lutte contre le terrorisme.

Il y a plus de 10 ans, les États-Unis et leurs alliés sont intervenus en Irak pour, disaient-ils, « instaurer la démocratie ». Le résultat, c'est un pays ravagé par

les milices et les attentats terroristes. Cette nouvelle étape de l'intervention militaire aura le même effet que les précédentes : une aggravation de la violence et des destructions, dont la première victime est la population civile.

Grèce : tous d'accord pour faire payer la population

Le FMI, la BCE ou l'Union européenne (la Troïka) continuent d'examiner la dette grecque que tout le monde sait trop immense pour être remboursée. Le FMI plaiderait pour sa restructuration, contre l'avis de la Banque centrale européenne. Quant au gouvernement Tsipras, il applique

docilement les plans d'austérité qu'on lui a dictés, dégradant encore les conditions d'existence de la population.

Pendant ce temps, les fonds versés à la Grèce reviennent, majorés, dans les coffres des banques prêteuses : depuis 2010, sur les 260 milliards prêtés à la

Grèce, 95 % sont retournés aux créanciers.

La Troïka est d'accord sur un point : la population grecque devra payer sans fin pour une dette dont elle n'est pas responsable et encore moins bénéficiaire.

Cameroun : grave accident ferroviaire chez Bolloré



Vendredi 21 octobre, un train surchargé a déraillé au Cameroun, entre les deux principales villes du pays, la capitale Yaoundé et Douala, faisant au moins 79 morts et 551 blessés, selon l'état actuel des recherches sur place.

Juste avant, la route reliant ces deux villes avait été coupée, à la suite d'un effondrement de la chaussée. Pour faire face à un soudain afflux de voyageurs, la compagnie ferroviaire Camrail a alors décidé d'ajouter des voitures supplémentaires au train habituel. Il y avait donc huit voitures en plus des neuf déjà en place et le total des passagers a sans doute atteint 1 200 ou 1 300.

Est-ce la masse des voitures en supplément qui a entraîné le déraillement ? Peut-être, mais ce n'est pas sûr. Des voyageurs ont fait état d'une vitesse qui leur a paru excessive. D'autres ont émis l'hypothèse de freins défectueux sur certains wagons. À la suite du déraillement, les quatre dernières voitures se sont empilées dans un ravin et des cadavres y gisent peut-être encore.

Peu de temps après l'accident, le ministre des Transports, manifestement mal informé et cherchant à couvrir les autorités, a déclaré à la télévision qu'il voulait « apporter un démenti catégorique

à une information malveillante qui fait état d'un déraillement ». Aujourd'hui, beaucoup de Camerounais réclament sa démission.

Mais la responsabilité essentielle appartient à la Camrail. Cette société a succédé à la Régie nationale des chemins de fer du Cameroun, lorsque cette dernière a été privatisée en 1999. Le groupe Bolloré y est largement majoritaire, avec 77,4 % du capital. Ce même Bolloré possède les installations

d'un grand nombre de ports de l'Afrique de l'Ouest, dont le terminal pour conteneurs à Douala, ainsi que divers chemins de fer.

Bien que sa publicité prétende que « Bolloré railways place la sécurité avant tout », en réalité, la ligne camerounaise n'était pas particulièrement soignée. Construite à voie étroite, du temps de la colonisation – un mètre entre les rails, alors que l'écartement international est de 1,43 mètre – elle nécessite des locomotives anciennes adaptées à cet écartement. L'ensemble est donc un matériel ancien, vieillissant, inadapté et faisant courir des risques.

Bolloré, patron de presse et de télévision, qui en ce moment fait face à une grève à i-Télé, et qui possède le journal gratuit Direct Matin, voudrait que cela ne se sache pas. Dans une dépêche de l'AFP faisant état de la catastrophe ferroviaire du Cameroun et signalant que la Camrail appartenait à Bolloré, cette précision a disparu du journal imprimé.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

**MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 5 NOVEMBRE de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 18 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 20 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT BENOÎT
SAMEDI 26 NOVEMBRE de 8H30 à 10H00**

**Pour nous contacter :
Écrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org**